

Perpignan : le Front national contre une société bloquée ?

Nicolas Lebourg*

** Docteur en histoire,
chercheur rattaché au
CRHiSM à l'université de
Perpignan Via Domitia*

Tout au long de la campagne pour les municipales, la Fondation Jean-Jaurès décrypte les enjeux dans sept villes-clés, avec l'étude du Front national comme fil rouge. Après Florange et Béziers, Nicolas Lebourg analyse la situation à Perpignan, après le meeting de Marine Le Pen dans cette ville à fort enjeu pour le FN.


Le Front national (FN) a placé en Perpignan ses espoirs de conquérir une ville de plus de cent mille habitants (118 238 habitants en 2011). Un sondage¹ paru le 12 février dernier a toutefois montré la difficulté de la tâche. La liste conduite par Louis Aliot, vice-président du FN et compagnon de Marine le Pen, y est donnée perdante, avec 28 % au premier tour et 25 % au second. Ce samedi 15 février, Louis Aliot et Marine Le Pen ont tenu meeting à Perpignan, en espérant provoquer une remontée. Il est vrai que la ville a structurellement tout pour offrir un bastion au FN. La progression du parti, comme les résistances qui lui sont faites, en font un véritable laboratoire social.

UNE VILLE QUI TOMBE ?

Louis Aliot a été l'une des chevilles ouvrières de la stratégie de dédramatisation du parti. Sa campagne locale se veut celle d'un notable modéré et responsable. Bon nombre des

1. Sondage « Municipales 2014 : intentions de vote à Perpignan », TNS-Sofres/Sofra Group, 12 février 2014 (en ligne sur : www.tns-sofres.com/etudes-et-points-de-vue/municipales-2014-intentions-de-vote-perpignan).

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.



Perpignan : le Front national contre une société bloquée ?

colistiers affirment s'être engagés « par amitié pour Louis », et non par engagement partisan initial. Le visuel de campagne de la liste « Perpignan ensemble » est calqué sur la fameuse affiche miterrandiste de « La force tranquille », et sa profession d'avocat y est signifiée en tête – dans cette ville désindustrialisée de longue date, l'essentiel des compétiteurs politiques sont des avocats. Que ce soit dans une réunion de quartier ou face aux étudiants de l'université, Louis Aliot répond aux questions et projets soulevés qu'il se refuse à faire des promesses ayant un coût trop élevé pour une ville surendettée – selon une enquête du *Figaro*² la ville est première de France pour la dette par habitant (3 938 euros, en hausse de 7 % en quatre ans), tandis que selon le classement du *Point*³ il s'agit de la ville la plus mal gérée, ex-æquo avec Montreuil (gérée quant à elle par une maire EELV). Avec 32 % des habitants sous le seuil de pauvreté, Perpignan est la cinquième grande ville la plus pauvre de France, juste après Béziers. Relativement à l'inégalité de la répartition des richesses, Perpignan est la quatrième ville, cette fois juste avant Béziers⁴. La Catalogne espagnole distante de quelques kilomètres n'est plus cet Eldorado rêvé qui, un jour, viendrait sauver le territoire : depuis que l'Espagne toute entière est frappée par la crise, de l'autre côté de la frontière les commerces qui s'ouvrent sont des supermarchés de la prostitution⁵.

Si Louis Aliot met en avant la pauvreté de la ville, il demande également à la salle « Connaissez-vous d'autres villes en France que Perpignan où les immeubles s'écroulent ? ». C'est là un problème devenu structurel, malgré les plus de 300 millions d'euros qui ont été alloués par l'Etat pour la rénovation urbaine. Des immeubles insalubres du centre-ville continuent de s'effondrer – les deux derniers se sont écroulés en janvier 2014 et octobre 2013. Ce problème est surtout prégnant dans le quartier Saint-Jacques. Situé en cœur de ville, Saint-Jacques a vu affluer la population gitane après qu'en 1940 la III^e République ait pris un décret anti-nomades. Les Gitans présents le long de la rivière à l'entrée de la ville sont allés occuper une ancienne caserne désaffectée de la place du Puig⁶ pour montrer


2. « Municipales : ces élus qui nous coûtent cher », *Le Figaro*, 10 janvier 2014 (en ligne sur : www.lefigaro.fr/politique/2014/01/10/01002-20140110ARTFIG00510-municipales-ces-elus-qui-nous-coutent-trop-cher.php).

3. « Le palmarès des villes les mieux gérées de France », *Le Point*, 20 juin 2014 (en ligne sur : www.lepoint.fr/politique/exclusif-le-palmares-des-villes-les-mieux-et-les-moins-bien-gerees-de-france-20-06-2013-1683961_20.php).

4. Nicolas Lebourg, *Béziers : le vote FN comme refus du déclin ?*, Fondation Jean-Jaurès, 13 février 2014.

5. Dominique Sistach, « Nouvelles frontières de la prostitution dans l'Europe libérale : le cas catalan », *Fragments sur les temps présents*, 1^{er} octobre 2010 (en ligne sur : <http://tempspresents.com/2010/10/01/dominique-sistach-frontieres-prostitution-europe-catalogne/>).

6. France Culture, « Les enfants du Puig », émission Les pieds sur terre du 10 septembre 2012 (en ligne sur : www.franceculture.fr/emission-les-pieds-sur-terre-les-enfants-du-puig-2012-09-10).



Perpignan : le Front national contre une société bloquée ?

qu'ils étaient sédentaires. Aujourd'hui, Perpignan a la plus importante communauté gitane d'Europe occidentale (10 % de sa population). Non sans difficultés : la communauté n'est nullement intégrée et est ravagée par les problèmes sanitaires.

UN SYSTÈME CLANIQUE


Devant les 1 500 personnes venus l'écouter le 15 février 2014, Louis Aliot se présente comme celui qui peut remettre de l'ordre dans un chaos institutionnalisé. Puisque le sondage paru laisse à penser qu'une part de l'électorat de droite l'abandonne au second tour pour un vote utile contre la gauche, il affirme qu'il présente « la seule liste de droite ne comportant pas de militant de gauche » et moque les familles qui régissent la cité. Le paysage politique local a en effet ses spécificités. Durant des décennies, le maire se nommait Alduy, Paul (le père) de 1959 à 1992, puis Jean-Paul (le fils), de 1993 à 2009. Après la « fraude à la chaussette » en 2008, ce dernier a été réélu et... a démissionné pour laisser la mairie à son adjoint Jean-Marc Pujol, tandis qu'il conservait la présidence de la communauté d'agglomération (257 733 habitants, record de France du nombre de vice-présidents⁷ pour un coût de 1,3 million d'euros). Des tensions ont émaillé leur relation, et même si le patriarche est venu soutenir le lancement de campagne, on affirme qu'il eût préféré comme successeur Romain Grau, élu sur la liste de gauche de Jean Codognès, mais récupéré par Jean-Paul Alduy dès le lendemain du second tour et passé à l'UDI de Jean-Louis Borloo.

Louis Aliot charge ce candidat-maire qui, élu municipal depuis 1989 promet le changement, non-élu maire promet la continuité, et, *last but not least* « passe le plus clair de son temps dans son riad au Maroc » tandis que l'Agglo a décidé la construction d'une œuvre d'art sur un rond point⁸ pour plus de 200 000 euros...

Membre de la Droite forte, pied-noir, Jean-Marc Pujol fait une campagne alduyste, présentant une liste ouverte des catalanistes à Olivier Amiel, membre de la direction du parti chevènementiste jusqu'à ce ralliement. La liste PS est menée par Jacques Cresta,

7. « Envoyé spécial épingle l'Agglo de Perpignan : "record de France" du nombre de vice-présidents », *L'Indépendant*, 23 novembre 2013.

8. « Un cadran solaire géant pour l'entrée nord de l'Agglo de Perpignan », France Bleu, 20 décembre 2013.



Perpignan : le Front national contre une société bloquée ?


député depuis 2012 mais peu connu des habitants. L'ex-député PS Jean Codognès qui mènera la liste Europe Ecologie-Les Verts (EELV) a une bonne assise sociale. Il avait été exclu du PS au bénéfice de Jacqueline Amiel-Donat, la tante d'Olivier Amiel mais ancienne adjointe du RPR Paul Alduy, cette fois-ci numéro deux de la liste Front de gauche (FG). Enfin, Clothilde Ripoull, l'ex-tête de liste Modem, passée entre temps par le catalanisme, mènera une liste « sans partis » : elle captera des voix protestataires de droite comme EELV et le FG capteront des voix protestataires de gauche. Perpignan est un prototype de système clanique où les étiquettes partisans ont une dimension stylistique, pour donner forme à des oppositions de réseaux de clientèles.

COMMUNAUTARISMES , PAUPÉRISATION ET CLIENTÉLISMES

Clientélisme et communautarismes : ce sont les deux maîtres-mots du discours de Louis Aliot ce samedi 15 février. Lui qui a particulièrement travaillé les milieux rapatriés s'écrie : « Les pieds-noirs et les harkis gérés comme de la clientèle électorale : j'aurais honte !... « Perpignan ensemble » est plus qu'un slogan, c'est une condition vitale tant nous souffrons des divisions ! ». Il semble cependant prendre son public au dépourvu quand il entame une vigoureuse défense des Gitans vivant dans le bidonville de la cité Belus. Peut-être le sent-il, il tonne en pointant du doigt son public : « ils sont Français, mesdames et messieurs, comme vous, ces citoyens français veulent travailler ! ». Or, à Perpignan, la question gitane centralise les représentations sociales. Louis Aliot le sait, qui dit que « changer Perpignan c'est d'abord changer Saint-Jacques ».

Dans l'imaginaire des Perpignanais, les Gitans de Saint-Jacques occupent une place centrale. L'hostilité à Saint-Jacques fabrique du consensus social. Les Gitans sont, entre autres, jugés arriérés, racistes, délinquants, captant les emplois municipaux, accusés de voter contre rétributions, *etc.* Jean-Paul Alduy avait tenté d'organiser la ville selon un concept d'« archipel » où chaque quartier serait une unité, chaque groupe défini par des déterminants ethno-confessionnels, « l'archipel » assurant leur solidarité. Depuis que les émeutes inter-ethniques de 2005 ont vu le quartier à dominante maghrébine de Saint-Mathieu « monter » sur Saint-Jacques, la critique du clientélisme communautaire⁹ est

9. Dominique Sistach, « Clientélisme, identitarisme, communautarisme », *Fragments des temps présents*, 15 septembre 2013 (en ligne sur : <http://tempspresents.com/2013/09/15/dominique-sistach-perpignan-clientelisme-identitarisme-communautarisme/>).



Perpignan : le Front national contre une société bloquée ?

devenu récurrente (les immigrés représentant 13 % de la population, pour les deux tiers originaires du Maghreb). Mais pour nombre de Perpignanais, ce débat est faussé, le Parti socialiste qui tient le département et la région, avec une longue succession d'affaires politico-financières, s'appuyant selon eux sur une clientèle maghrébine, tandis que l'alduyisme tiendrait la mairie grâce au clientélisme gitan. Quoi qu'il en soit, la ville a une structure ethnique et sociale spatialisée, les plus pauvres étant dans les quartiers du centre.

En fait, l'ethnisation affirmée du système clientéliste contribue à dissimuler son caractère généralisé : ceux qui ne sont pas des « grandes familles catalanes » doivent être membres de leurs clientèles. Sociologue de l'université de Perpignan-Via Domitia et membre de l'Observatoire des radicalités politiques¹⁰ de la Fondation Jean-Jaurès, Dominique Sistach explique la gouvernance du territoire par le choix politique de la paupérisation : « Perpignan a toujours eu peur des élites, parce qu'on avait peur qu'un chef d'entreprise ait des vues sur Perpignan ou tout simplement prenne la ville. Paul Alduy a ainsi refusé l'ouverture d'un Centre hospitalier universitaire, main dans la main avec un président d'université. Ils voyaient d'un mauvais œil que des médecins dirigent l'université et se positionnent en notables dans la ville... Le clientélisme correspond à une dynamique des rentes mais il devient aussi pour le corps politique une dynamique de rente électorale... ».

LA REDISTRIBUTION DES CLIENTÈLES ?

On peut certes retricoter une identité en perdition avec un peu de folklore catalaniste, mais ce qui reste d'union est souvent l'opposition à une autre communauté, dont on estime qu'elle profite plus que soi des réseaux de clientèle. Alors, de la bourgeoisie au *lumpenproletariat*, les perdants de la lutte des places regardent désormais Louis Aliot comme une possibilité. Le leader frontiste coalise tous ceux qui souhaitent une redistribution des parts du gâteau. En janvier 2012, une convocation à une réunion interne départementale regroupait moins de 25 personnes ; en octobre 2013, une nouvelle en rassemblait plus de 220. C'est le Front sudiste¹¹, plus antifiscaliste et commerçant qu'ouvrier et social. Au meeting de ce samedi 15 février, c'est à ce public seul que Marine Le Pen a parlé, ne traitant que d'immigration et de surcharge fiscale.

10. www.jean-jaures.org/La-fondation/Les-Observatoires/Observatoire-des-radicalites-politiques

11. Ifop, « Front du Nord, Front du Sud », Focus n° 92, 7 août 2013.

Perpignan : le Front national contre une société bloquée ?

Mais, dans une cité à la périphérie géographique, culturelle, économique et sociale d'une France qui n'est imaginée que sous le visage de la bourgeoisie parisienne, le FN mené par l'un de ses leaders nationaux apparaît comme un possible moyen d'à la fois rejeter le système en place et d'enfin l'intégrer.

Pour répondre à la demande sociale, Louis Aliot a choisi une campagne conforme à l'idée admise par tous selon laquelle Perpignan se gagne au centre-droit. Son tassement dans les sondages, sa difficulté à conserver son score du premier au second tour, posent une question ô combien délicate à celui qui a été l'un des principaux moteurs de la stratégie de dédramatisation : les électeurs veulent-ils d'un FN gestionnaire et recentré ? Perpignan a bien valeur de test national sur cette question. Mais la ligne anti-clientélisme peut-elle fonctionner dans des territoires structurés par cette pratique ? C'est là un autre test essentiel de ce scrutin.

La campagne de Louis Aliot produit sans doute moins un entraînement qu'une mise à jour des crises que la société roussillonnaise s'échine à nier. Le vote FN n'est pas le fruit d'une campagne de propagande, mais est la traduction électorale de la recherche d'une remise à jour d'un système social en difficulté.

ÉPILOGUE PERSONNEL

Le FN n'est plus seul à traduire quelque peu confusément les crispations sociales d'une société en fragmentation. A la fin du meeting frontiste, dans les coulisses, je croise l'un de mes anciens étudiants en licence d'histoire à l'université de Perpignan-Via Domitia. Vu le lieu, il y a malentendu, il me pense d'abord rallié au parti. Je m'étonne à mon tour. Le FN lui paraît le seul choix après ce qu'il estime être les désastreux mandats de Nicolas Sarkozy et François Hollande. Mais il considère qu'il ne pointe pas assez les vrais responsabilités. Pour lui, le seul qui dit la vérité et a « une pensée cohérente et structurée » est Alain Soral. Dans une ville où les immeubles s'effondrent, on sait que la chute est aussi importante que l'atterrissage.